

L'hon. M. MANION: Quelle est la date de cette déclaration?

Le très hon. MACKENZIE KING: Immédiatement après la crise. Le texte l'indique, je crois. Voilà une déclaration très nette et péremptoire. Elle fait voir combien la nécessité s'impose, en temps de crise, de faire la distinction entre les nouvelles et la propagande, et le danger qui existe de confondre le compte rendu, expédié par câblogramme, de quelque article de fond d'un journal avec une déclaration venant d'un gouvernement ou exposant la ligne de conduite adoptée par un Parlement. On se rendra compte qu'aucun des gouvernements du commonwealth n'a lancé d'ultimatum ni n'a cherché à prendre ou n'a pris d'engagements quant à la marche à suivre advenant la guerre. A la lumière des renseignements à leur disposition, ils se sont rendu compte qu'il s'agissait plutôt d'assurer la paix que de déclarer la guerre.

De peur que l'on suppose peut-être que les citations que j'ai données ne représentent pas absolument l'attitude des gouvernements des autres dominions touchant les promesses d'appui faites par certains dominions, mais non pas par le Canada, ainsi que l'ont énergiquement affirmé à cette époque de nombreux particuliers et une partie de la presse, je citerai des documents provenant d'une source autorisée, que l'on ne saurait mettre en doute.

J'ai par devers moi un exemplaire du hansard anglais, débats de la chambre des communes du 21 novembre 1938. A la page 1337, on relève une question spécifique posée à M. Chamberlain, le premier ministre, qui y a répondu. La question et la réponse apparaissent sous le titre: "Defence, Dominions and Colonies". La question était évidemment inscrite au *Feuilleton* de ce jour sous le n° 49. Voici:

49. M. Lee demande au premier ministre si les dominions et les colonies, soit séparément soit collectivement, ont donné une promesse ou une garantie, écrite ou tacite, qu'en cas d'attaque contre le Royaume-Uni par un autre pays, ils viendront au secours de la Grande-Bretagne?

Le premier ministre: Non, monsieur.

Cette réponse devrait réduire au silence une fois pour toutes ceux qui prennent plaisir, semble-t-il, à faire croire que, tandis que les autres nations du commonwealth britannique avaient pris l'engagement d'aider militairement la Grande-Bretagne, durant la crise de septembre dernier, le Canada s'était abstenu d'adopter une attitude semblable.

L'accalmie qui a suivi Munich a malheureusement été de courte durée en Europe. L'Allemagne est demeurée le principal élément d'incertitude. L'oppression des catholiques et des protestants et les représailles cruelles contre toute la population juive, à cause

du meurtre d'un diplomate allemand par un jeune irresponsable, ont ameuté l'opinion mondiale et mis obstacle aux tentatives de rapprochement et de collaboration. Le réarmement de l'Allemagne se poursuit à une allure fébrile. Il est évident qu'aucun pays ne songeait à attaquer l'Allemagne et non moins évident que ses armements suffisaient déjà à repousser l'agression de tout pays ou de toute coalition, pour peu que l'un ou l'autre eût formé ce dessein insensé.

La rumeur se répandit que des coups de main se préparaient contre les petites puissances de l'Europe occidentale, mais c'est l'Est qui inspirait le plus de crainte, avec ses Etats tampons situés entre l'Allemagne et la Russie, ainsi que ses Etats balkaniques s'infléchissant vers le sud. Entre la Baltique et la Méditerranée s'étendent les territoires d'une dizaine de pays, grands et petits, d'une population globale de cent millions d'habitants, mais divisés par la race et la religion, mus par des haines héréditaires et des aspirations récentes, ayant tous l'œil fixé sur leurs puissants voisins de l'est ou de l'ouest. Presque tous manquent d'industries mais, en retour, sont dotés de grandes ressources, agricoles, forestières ou minérales. Ils excitent donc la convoitise d'une Allemagne à la recherche de matières premières, assoiffée de domination et de prestige. Plus loin à l'est s'étendent les plaines plantureuses de l'Ukraine. Une ruée vers l'est, en vue d'atteindre l'un quelconque de ces objectifs possibles, semblait imminente. Restait aussi, bien entendu, la revendication des colonies, but véritable ou simple prétexte.

Autre élément d'incertitude: jusqu'à quel point le pôle méridional de l'axe Rome-Berlin entendait-il pousser ses revendications dans la Méditerranée? Les relations entre la Grande-Bretagne et l'Italie, deux amies de longue date, se rassérénèrent momentanément pour se brouiller encore à la suite de réclamations formulées contre la France, sur un ton de plus en plus virulent, par la presse et les autorités. Les événements d'Espagne semblaient compter pour beaucoup, après la chute des républicains.

Le coup a été porté une fois de plus en Tchécoslovaquie, là où on l'attendait le moins. Cet infortuné pays, avec la ténacité qui le caractérise, s'efforçait de s'adapter à son nouveau destin en se résignant philosophiquement à l'idée que, privé de ses alliés et de ses défenses de frontières, il ne lui restait qu'à marcher dans le sillage de son puissant voisin. Il gravita de plus en plus dans l'orbite allemande. Berlin exerça un contrôle de plus en plus étroit sur sa politique, étrangère et domestique, ses relations économiques, ses réseaux ferroviaire et routier